



Deuxième enquête européenne sur la qualité de vie

Conditions de vie, exclusion sociale et bien-être mental

Document de synthèse

Introduction

Au cours des deux dernières décennies, une grande évolution a marqué le débat européen sur le progrès social et la façon dont celui-ci est mesuré. Le concept d'exclusion sociale a de plus en plus souvent remplacé celui de pauvreté, dans le cadre des discussions politiques de l'UE sur la vulnérabilité et la fragilisation sociales. L'accès restreint à l'emploi et les conditions de vie difficiles ont pour effet de limiter la participation et les contacts sociaux, ce qui se répercute sur la qualité de vie des citoyens européens et influence leur perception de l'exclusion sociale. La deuxième enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS) réalisée en 2007 par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) donne un aperçu complet des diverses réalités sociales observées dans les 27 États membres de l'UE, en Norvège, ainsi qu'en Croatie, ancienne république yougoslave de Macédoine et Turquie (pays candidats).

Le présent rapport examine les liens entre les conditions de vie, l'exclusion sociale et le bien-être mental. Il s'inspire des résultats de l'enquête européenne sur les conditions de vie pour analyser les facteurs qui influencent la perception d'une exclusion sociale et son impact sur le bien-être mental. Ces facteurs comprennent l'accès au marché du travail, les niveaux de revenu et de vie ainsi que la possibilité d'obtenir un soutien social.

Contexte politique

Lors de l'élargissement de l'UE à 27 États-membres, un certain nombre de pays bénéficiant d'un niveau de vie nettement inférieur à celui des quinze premiers États membres (UE15) sont entrés dans l'Union européenne. Une grande partie des douze nouveaux États membres (NEM12) et les trois pays candidats (PC3) affichent en effet des taux de chômage plus élevés, une grande pauvreté et des infrastructures sociales défaillantes. Cette situation a mis à jour la nécessité de développer une politique européenne pour lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté.

Les décideurs politiques ont pour devoir de promouvoir une évolution positive, afin d'atténuer les disparités considérables

relevées entre les différents niveaux de vie, qui risquent de compromettre la cohésion au sein de l'UE, en particulier si les groupes de référence utilisés à titre de comparaison se trouvent dans d'autres États membres, plus prospères. La construction d'une Europe plus favorable à l'intégration est essentielle pour réaliser les objectifs de l'Union européenne d'une croissance économique durable, d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité et d'une cohésion sociale plus affirmée.

Principales conclusions

Modèles généraux d'exclusion sociale

La majorité des citoyens européens se sentent socialement intégrés, 86 % des personnes interrogées ayant noté un résultat positif sur l'échelle de mesure de l'intégration sociale. En revanche, 14 % des personnes interrogées indiquent un certain niveau d'exclusion sociale, et 2 %, une exclusion importante. Les niveaux d'intégration sont plus élevés dans les États membres de l'UE15 et plus faibles dans les PC3 et les NEM12. En particulier, les citoyens bulgares, croates, roumains et de l'ancienne république yougoslave de Macédoine indiquent les niveaux d'exclusion les plus hauts tandis que les citoyens danois, norvégiens et suédois indiquent, en moyenne, les niveaux d'exclusion sociale les plus bas.

Impact de l'environnement macroéconomique

Le niveau moyen de perception d'une exclusion sociale dans un pays est étroitement lié au produit intérieur brut (PIB) de ce pays. Néanmoins, ce rapport n'est pas immuable. Certains pays, dont les pays scandinaves, affichent des niveaux moyens d'exclusion sociale plus bas que d'autres pays comme l'Autriche, la Belgique et la France, qui ont pourtant un PIB par habitant similaire. De même, certains des États membres les moins riches tels que Malte, le Portugal et la Slovaquie, affichent de hauts niveaux d'intégration malgré un PIB inférieur. Le taux de chômage et le niveau de pauvreté en termes de revenus d'un pays ont également des répercussions sur l'exclusion sociale, même si certains pays semblent avoir une plus grande capacité à maintenir l'intégration sociale en présence d'un taux de chômage élevé.

Indicateurs d'exclusion au niveau microéconomique

Un haut niveau de privation sur le plan du mode de vie et la précarité économique sont le signe qu'une personne est en situation d'exclusion sociale. Dans les PC3 et les NEM12, les niveaux de privation plus élevés enregistrés contribuent largement à l'obtention d'un taux de perception d'une exclusion sociale plus élevé que dans l'UE15. On constate néanmoins que les citoyens de l'UE15 ressentent moins nettement l'exclusion sociale à un niveau de privation similaire.

Dans tous les pays, les personnes sans emploi indiquent généralement un niveau d'exclusion sociale plus élevé que toutes les personnes des autres groupes qui ont un emploi. Le chômage se traduit par des niveaux de perception d'une exclusion sociale similaires entre les différents pays, même si les conditions de vie réelles varient nettement de l'un à l'autre. Les cadres et les personnes exerçant un métier non manuel ont tendance à indiquer un niveau d'exclusion plus faible.

Rôle du soutien social

La possibilité d'obtenir un soutien financier perçue par les citoyens européens varie largement d'un pays à l'autre. Si près de 85 % des personnes interrogées indiquent pouvoir obtenir un soutien financier en cas d'urgence, ce taux est généralement plus faible dans les PC3 et les NEM12 que dans l'UE15. La perception du rôle de la famille comme soutien financier varie également d'un pays à l'autre, moins de 60 % des personnes interrogées citant la famille comme principale source de soutien dans les PC3 et les NEM12, contre 70 % d'entre eux dans l'UE15. L'écart est moins important entre les différents pays et groupes de pays quant à la possibilité perçue d'obtenir un soutien moral. La principale source de ce soutien est la famille, considérée comme la source première par deux tiers environ des citoyens européens de tous les groupes de pays. Dans l'ensemble, pour un niveau de privation identique sur le plan du mode de vie, les personnes ayant accès à un soutien financier ou moral perçoivent en général moins nettement l'exclusion sociale.

Bien-être mental

D'un pays à l'autre, l'élévation du niveau de bien-être mental est proportionnelle à l'élévation du niveau de prospérité économique (mesuré par le PIB). C'est peut-être la raison pour laquelle les citoyens des PC3 et des NEM12 indiquent des niveaux de bien-être mental nettement inférieurs, en moyenne, à ceux de l'UE15. Cependant, les personnes interrogées de l'UE15 ont tendance à indiquer des niveaux de bien-être mental plus élevés, quel que soit le niveau de privation, par rapport aux citoyens des PC3 et des NEM12.

Des différences marquées sont observées entre les groupes de pays en ce qui concerne l'impact de l'exclusion sociale sur la santé mentale. Dans les PC3, la perception d'une exclusion sociale n'a qu'un impact limité sur le bien-être mental tandis qu'elle a un effet cinq fois supérieur dans les NEM12 et sept fois supérieur dans les pays de l'UE15. Il apparaît que, dans tous les pays, l'effet direct de la privation sur la santé mentale est beaucoup plus important que celui de l'effet indirect de l'exclusion sociale. L'effet indirect est, néanmoins, relativement plus faible dans les pays PC3 plus pauvres que dans les NEM12 ou UE15.

Pistes politiques

- Dans la mesure du possible, les indicateurs officiels devraient être complétés par une évaluation subjective de la perception de l'exclusion sociale, afin de déterminer les inconvénients qui ont des répercussions sur la qualité de vie des citoyens européens et dans quelles conditions celle-ci peut changer.
- De meilleurs niveaux d'éducation et de formation, ainsi que le développement d'un marché du travail dynamique et diversifié dans les PC3 et les NEM12, permettraient de réduire les inégalités observées au niveau des conditions de vie entre les États membres actuels et futurs de l'UE.
- Pour garantir l'accès à l'emploi aux personnes qui peuvent travailler, et un niveau de vie minimum garanti à celles qui ne le peuvent pas, certaines mesures, telles que des programmes de stimulation du marché du travail et de transfert des revenus, doivent être renforcées, d'une manière cohérente et bénéfique pour tous.
- Le soutien social joue un rôle majeur dans l'amélioration de l'intégration et du bien-être mental pour tous, et dans la protection du bien-être mental des personnes qui vivent dans des conditions plus précaires. Réfléchir à des interventions politiques permettant de stimuler ou de soutenir les niveaux de soutien social devrait constituer une priorité pour les politiques de l'UE et les politiques nationales.
- Les politiques en matière de santé mentale doivent reconnaître et traiter les causes plus profondes du stress psychologique associé à des conditions de vie plus précaires, celui-ci étant susceptible d'augmenter la vulnérabilité des personnes face à des troubles mentaux plus graves, ce qui entraînerait, par la suite, des conséquences et des traitements plus coûteux.
- Les gouvernements européens devraient s'inspirer des bonnes pratiques mises en place dans certains pays (notamment dans les pays scandinaves) qui ont réussi à obtenir des niveaux supérieurs d'intégration avec des niveaux de richesse agrégé similaires ainsi qu'avec des niveaux nominaux de privation individuelle et des conditions de vie identiques.

Informations complémentaires

Le rapport EQLS *Living conditions, social exclusion and mental well-being* (Conditions de vie, exclusion sociale et bien-être mental) peut être consulté en ligne à l'adresse suivante:
<http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef0988.htm>.

Le rapport général EQLS et l'analyse secondaire des données issues de l'enquête sont disponibles sur le site internet de la Fondation:
<http://www.eurofound.europa.eu/areas/qualityoflife/eqls/>.

Teresa Renehan, chargée de liaison de l'information
ter@eurofound.europa.eu